

LES 36 COURS D'ALGÉRIE EN ÉTAT D'ALERTE

Qui est ce faux inspecteur général du ministère de la Justice ?

L'inspecteur général du ministère de la Justice, Ali Badaoui, a instruit les procureurs généraux à travers toutes les juridictions pour diligenter des enquêtes qui permettront d'arrêter l'escroc qui se fait passer pour lui, utilisant son identité, sa fonction et sa qualité. Ce faux inspecteur général a contacté des gérants de sociétés privées et publiques leur demandant d'importantes sommes d'argent.

Ilhem B. Tir (Le Soir)- La correspondance du 19 mars 2008 portant le numéro 101 adressée aux procureurs généraux de toutes les juridictions et signée par l'inspecteur général du ministère de la Justice a pour objet l'ouverture d'enquêtes afin de cerner l'identité

d'un escroc qui se fait passer pour l'inspecteur général du ministère, M. Ali Badaoui en l'occurrence. Selon cette correspondance dont nous avons pu avoir une copie, le faussaire a contacté le gérant de la société Woroud d'El Oued, un notaire à Ain Salah, le directeur

du haut-commissariat à la steppe à Ain Ouassera et d'autres leur demandant des sommes d'argent et des aides pour un malade.

Ces aides seront versées dans un compte CCP : 53/2325515. Il a utilisé dans ses transactions douteuses plusieurs numéros de téléphone Djedzy.

L'inspecteur général a exigé des différents procureurs généraux à travers toutes les cours d'enquête et d'instruire tous les services de sécurité ainsi que Djedzy pour activer les recherches et mettre la main

sur cet homme qui ne manque pas d'imagination et arrive à convaincre ses victimes de sa fausse identité.

Dans cette correspondance, les procureurs généraux étaient sommés de communiquer les résultats de leurs enquêtes.

Par ailleurs, les procureurs, dont certains étaient surpris par cette correspondance, estiment qu'il y a eu vice de procédure car l'inspecteur général aurait dû déposer plainte en tant que victime auprès du procureur de la République territorialement compétent qui prendra les

mesures nécessaires, sinon saisir le ministre de la Justice, Tayeb Belaiz, en tant que premier responsable du ministère.

Ce dernier ordonnera la direction compétente du ministère puis à son tour le procureur général territorialement compétent car les prérogatives de l'inspecteur général du ministère sont bien définies par le décret exécutif n°322 datant du 13 septembre 2005 et publié au *Journal officiel* n° 63 portant organisation, fonctionnement et mission de l'inspection générale du ministère de la Justice.

I. T.

MAÎTRE BEN BRAHAM PARLE DE VIDE JURIDIQUE EN LA MATIÈRE :

«La condamnation des harraga est illégale»

M^e Ben Braham est formelle : la condamnation des harraga est illégale. Les peines qui sont prononcées à l'encontre des candidats à l'émigration clandestine ne reposent sur aucune base juridique.

Le code maritime qui sert de référence pour les magistrats n'évoque nullement les harraga. Les infractions énoncées dans les articles 543 et 544 et qu'évoquent les juges ne correspondent nullement aux faits reprochés aux harraga.

La juriste se dit offensée par les décisions rendues par les tribunaux. Elle estime que le vide juridique en la matière a conduit à «une grave déviation juridique» et estime que les droits des jeunes emprisonnés sont violés et parle d'«irrationalité».

Pour contrer le phénomène, les pouvoirs publics se sont dans la précipitation référés à la loi n° 98/05 du 25 juin 1998

modifiant et complétant l'ordonnance n° 76/80 du 23 octobre 1976 portant code maritime. Aucun de ses articles ne parlent pourtant des harraga. L'article 543 stipule que «est puni d'une amende de 50 000 DA à 100 000 DA par l'autorité maritime compétente et pour chaque personne irrégulièrement embarquée ou débarquée, tout capitaine qui embarque un membre de l'équipage sans faire mentionner cet embarquement ou ce débarquement sur le rôle d'équipage. Les mêmes peines sont encourues pour chaque passager admis à bord sans avoir été inscrit sur le rôle d'équipage annexe».

L'article 544 mentionne que «est punie d'une

amende de 10 000 DA à 50 000 DA, toute personne autre que les agents de l'Etat habilités, qui pénètre à bord d'un navire sans billet ou sans autorisation du capitaine ou de l'armateur ou sans y être requis pour les besoins du service. En cas de récidive, la peine sera l'emprisonnement de deux à six mois et l'amende de 20 000 DA à 100 000 DA».

Partant de ce constat, M^e Ben Braham, invitée à débattre du sujet hier au forum d'El Moudjahid n'a pas caché son indignation, allant jusqu'à appeler le président Bouteflika à gracier les jeunes emprisonnés pour avoir tenté de rejoindre l'Europe dans des embarcations de fortune. «D'un point de vue purement juridique, une personne se trouvant dans une quelconque embarcation et qui n'a pas été au-delà des 12 miles est toujours dans les eaux natio-



Un sauvetage de harraga par les gardes-côtes algériens.

nales et n'est donc pas en infraction. Dépassant ce nombre de miles, elle se retrouve dans les eaux internationales où les conventions exigent que lui soit porté secours.

Elle ne peut être considérée comme émigré clandestin que si elle entre dans les eaux territoriales

d'un autre pays qui est seul habilité à le juger», explique M^e Ben Braham qui dit militer pour que «plus aucun jeune candidat à l'émigration ne soit condamné».

La juriste pense qu'il serait temps de faire évoluer le droit vers des mesures administratives

pour venir à bout d'un phénomène qu'elle explique par une politique d'enseignement mal orienté, une trop grande focalisation sur la sécuritaire et une paupérisation qui pousse des centaines de jeunes à vouloir partir au péril de leur vie.

N. I.

AFFAIRE BCIA-BEA

Report du procès et rejet de la demande de liberté provisoire

Le procès des frères Kharoubi, qui devait avoir lieu hier au niveau du tribunal correctionnel de Seddikia, a été reporté pour la cinquième fois au 19 mai 2008.

Pour rappel, les accusés en sont à leur 54^e mois de détention provisoire. Les deux frères Kharoubi, poursuivis pour complicité de dilapidation de deniers publics, devaient comparaître avec deux autres prévenus, les frères Nebia, en liberté provisoire.

Leur procès intervient au moment où leurs avo-

cats ont exigé une commission d'enquête parlementaire sur leur longue incarcération qualifiée d'«arbitraire».

Dès le début de cette affaire, les avocats des deux frères Kharoubi ont dénoncé «les nombreux manquements à la loi», notamment en matière de détention pour une affaire correctionnelle dont le

délai prévu par le code de procédure pénale ne dépasse pas 4 mois, alors qu'ils en sont, nous dira l'un de leurs avocats, à leur 54^e mois.

Hier matin, le procès fut reporté en raison de l'absence de l'un des accusés, à savoir Kharoubi Badreddine.

Incarcéré à la prison d'El-Harrach dans le cadre d'une autre affaire, la demande de son transfert émise par le procureur pourtant transmise à

temps, mais fut rejetée, nous dit-on, avec pour motif sa prochaine comparution dans une affaire à Alger.

Or, nous précise-t-on, l'affaire en question n'est prévue qu'en date du 1^{er} juin 2008.

Les avocats ont saisi le juge et introduit une demande de libération provisoire pour leurs clients, une demande rejetée en attendant le procès prévu le 19 mai 2008.

Amel B.

SIDI-BEL-ABBÈS Des munitions interceptées à Ras-El-Ma

Dans la journée du 25 avril dernier, une patrouille de la Gendarmerie nationale opérant dans la région de Ras-El-Ma (Sidi Bel-Abbès), à la frontière avec Naâma, a intercepté un véhicule après un contrôle de routine. Les services de sécurité, en procédant à la fouille du véhicule ont découvert 300 cartouches de calibre 12 et 16 mm bien dissimulés. Suite à quoi, ils ont arrêté le conducteur du véhicule répondant aux initiales M. A. et son compagnon Y. A. Lors de l'interrogatoire bien serré sur la provenance et la destination de ces munitions, les deux mis en cause ont donné le nom d'un troisième complice, en l'occurrence Z. M., résidant à Telagh (Sidi Bel-Abbès) qui, lui aussi, a été arrêté. Poussant plus loin leurs investigations, les services de sécurité ont identifié un quatrième acolyte répondant aux initiales Y. K., âgé de 59 ans, actuellement en fuite qui a acheminé les munitions interceptées à partir de la frontière algéro-marocaine. Présentés dimanche devant le procureur de la République de Telagh, les trois mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt alors qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre le fuyard.

A. M.